DIAL 2617

BRÉSIL - Le président lance la guerre contre les causes et les effets de la faim

dimanche 16 février 2003, mis en ligne par Dial

Lorsqu'il prête serment sur la Constitution le 1 janvier 2003, Luiz Inácio Lula da Silva, dit Lula, président du Brésil, déclara : « Si à la fin de mon mandat, tous les Brésiliens ont la possibilité de manger le matin, le midi et le soir, j'aurai rempli la mission de ma vie ». Un mois plus tard, il lance le plan « Faim zéro ». L'article ci-dessous, paru dans IPS le 30 janvier, précise les perspectives de départ et indique les premiers points qui font objet de débat pour la mise au point du plan.

Le président du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva, a lancé le jeudi 30 janvier le programme intitulé « Faim zéro » avec la promesse de s'attaquer aux causes du problème et non pas seulement de lutter contre ses effets. La « guerre contre la faim » dans ce pays ne cherche à « tuer personne mais seulement à sauver des vies », a dit Lula en installant à Brasilia le Conseil national de sécurité alimentaire (CONSEA) devant 500 fonctionnaires, hommes politiques et dirigeants sociaux, en faisant référence aux préparatifs militaires des États-Unis et de la Grande-Bretagne contre l'Irak.

Mais la dénutrition ne se limite pas au Brésil. Lula a affirmé que le programme « Faim zéro » comprend des « mesures structurelles permanentes, qui résoudront le problème de façon définitive », combinées à des actions d'urgence pour aider la population en situation dramatique. Parmi les actions structurelles pour libérer des millions de Brésiliens de « l'humiliation » de survivre grâce aux dons de paniers alimentaires de base, on compte la création d'emplois, une éducation de qualité, la réforme agraire, le développement des coopératives, les micro-crédits et la formation professionnelle.

Le président a affirmé que le programme ne sera pas « une campagne temporaire » ni limitée à quelques régions du pays. De plus, il a reconnu que la faim est un problème complexe et que les gouvernements antérieurs ont échoué dans leur volonté de l'éradiquer parce qu'ils « ne lui ont pas accordé la priorité nécessaire et n'ont pas compté avec la mobilisation indispensable de la société ». C'est pourquoi il a fait appel à la participation de tous et à la constitution de conseils municipaux, associant des gouvernants et des membres de la société, pour la mission décisive consistant à identifier les familles qui ont besoin d'aliments, créer des postes de réception et de distribution, orienter la population et éviter des « dérives et des gaspillages ».

Le programme « Faim zéro » commencera à se réaliser dans deux communes de Piauí, un des États les plus pauvres du Nordeste du Brésil. Près de 1 000 familles de Acauán et Guaribas, dans le Piauí, recevront 50 reals (14 dollars selon le taux de change actuel) par mois pour assurer leur alimentation, dans le cadre d'un programme qui se poursuivra dans d'autres communes du même État.

La version définitive du plan détaillé sera prête à la fin du mois d'août, selon une information du ministère extraordinaire de la sécurité alimentaire et du combat contre la faim, dirigé par son créateur José Graziano. Le CONSEA, qui définit l'orientation générale du plan, se compose de soixante-douze membres, réunissant treize ministres, des experts, des délégués d'organisations non gouvernementales et religieuses, des leaders d'organisations patronales, des syndicalistes et des personnalités du monde

sportif et culturel connues pour leurs préoccupations sociales. Cependant, le débat entre les conseillers et le gouvernement ne sera pas de tout repos en raison des polémiques déjà ouvertes par quelques-uns d'entre eux qui ont critiqué la forme sous laquelle le ministre se propose de mettre en oeuvre le programme, particulièrement son intention d'exiger que les bénéficiaires prouvent leurs achats d'aliments. La mesure établie par José Graziano a pour but que l'argent distribué aille bien effectivement à l'alimentation, car un des objectifs est de stimuler l'agriculture familiale par une augmentation de la demande. Ceci, a-t-il expliqué, donnerait lieu à davantage d'emplois, en développant l'économie et les ressources de la population locale. Le gouvernement a déjà assoupli ses exigences en raison des questions provenant de divers experts et de membres du CONSEA, comme l'évêque catholique Mauro Morelli et la coordinatrice de la pastorale de l'enfance Zilda Arns, également liée à cette Église.

Pour prouver l'acquisition d'aliments une facture formelle ne sera pas maintenant nécessaire - c'est quelque chose qui n'existe pas dans les lieux d'économie précaire comme ceux du Nordeste du Brésil - mais un reçu quelconque ou une attestation des commerçants suffira.

Mais Zilda Arns continue de refuser la décision. Selon son opinion, comme celles de nombreux experts, les bénéficiaires doivent choisir eux-mêmes ce à quoi ils veulent utiliser l'argent reçu. Parfois il est plus important pour ceux-ci d'acheter des vêtements, des livres ou des biens qui leur assurent une vie meilleure, y compris la possibilité d'un emploi.

Telles sont les critiques faites. Les dépenses faites pour assurer ce contrôle seraient mieux utilisées pour éduquer et orienter la population en matière de nutrition, a commenté Zilda Arns. La pastorale de l'enfance assiste actuellement plus de 1,5 million de familles vivant dans des communautés d'extrême pauvreté, et a réussi à réduire la mortalité infantile à la moitié de la moyenne nationale, qui est de 29,6 pour 1000 naissances.

De plus, il existe des différences d'appréciation sur la quantité de personnes souffrant de la faim parmi les 171 millions de Brésiliens. Le gouvernement compte qu'il y a 46 millions de personnes ayant des problèmes d'alimentation, chiffres mentionnés par Lula dans son discours de Davos. En revanche, les statistiques de l'Institut de recherches économiques appliquées (IPEA), organisme gouvernemental lié au ministère de la planification, montre que la faim touche la moitié de la quantité indiquée par Lula.

Sonia María Rocha, experte économique et consultante de la Banque mondiale, affirme qu'ils sont encore moins nombreux et que les personnes souffrant de la faim ne dépasse pas les 16 millions. Certains de ces calculs prennent appui sur les niveaux de ressources, tandis que d'autres prennent en compte davantage de composants.

L'Institut de recherches économiques appliquées, par exemple, considère comme indigents et pour autant sujets de la faim tous les Brésiliens qui gagnent moins de 100 reals (28 dollars) par mois. Mais avec cette somme, fait remarquer Mme Rocha, on achète moins d'aliments à São Paulo où la vie est très chère que dans le Nordeste pauvre.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2617.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : IPS, 30 janvier 2003.

En cas de reproduction, mentionner la source francaise (Dial) et l'adresse internet de l'article.